AUJOURD'HUI, DEMAIN, PAS DE TRÊVE POUR NOS REVENDICATIONS

LIBRE ET INDÉPENDANTE POUR LA JUSTICE SOCIALE

Libre et indépendante à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis, groupements ou rassemblements politiques, des sectes philosophiques et religieuses, la confédération générale du travail Force Ouvrière ne donnera aucune consigne de vote à l'occasion des scrutins politiques à venir.

Réaffirmant son attachement à la République, une et indivisible, garante de l'égalité de droits, à l'universalisme républicain, à la laïcité, à la séparation des Eglises et de l'Etat, FO sera sans faiblesse, sans concession sur ses valeurs fondamentales : le refus du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, des slogans qui font de l'étranger, du migrant, le bouc émissaire faute d'apporter des réponses de justice sur le terrain économique et social.

La confédération FO agit et agira sans relâche sur le terrain syndical pour la défense et le progrès des droits des salariés, et pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, pour la justice sociale.

LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET LIBERTÉS SYNDICALES

Refusant de vivre sous un régime d'urgence permanent, la confédération FO revendique le rétablissement de toutes les libertés individuelles et collectives, dont les libertés syndicales.

FO réaffirme sa détermination à défendre sans faiblesse le droit de manifester et le droit de grève.

Contestant la prolongation du passe sanitaire, transformé en passe vaccinal, FO dénonce les sanctions et suspensions de contrat de travail dont ont été victimes des milliers de salariés et revendique le rétablissement de ces salariés dans leur droit au travail.

SALAIRES ET PENSIONS

Face à la hausse des prix, à l'accroissement des inégalités, à l'explosion des dividendes aux actionnaires, FO revendique l'augmentation générale des salaires par :

- la revalorisation significative du SMIC à hauteur de 80 % du salaire médian et la revalorisation des grilles conventionnelles de salaires,
- la revalorisation de l'indice de rémunération de la Fonction publique,
- la mise sous condition des aides publiques aux entreprises à la négociation des salaires, au maintien des emplois et à l'interdiction du versement des dividendes,
- l'augmentation des pensions et le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires.

FO revendique avec force le rôle essentiel de la négociation collective pour la redistribution de la part des richesses produites par l'activité économique sous forme de salaire – direct et différé – et la gestion des systèmes de protection sociale collective solidaire.

UN VRAI TRAVAIL AVEC UN VRAI SALAIRE

FO revendique le droit à un emploi pérenne à temps plein en CDI pour toutes et tous, dès l'entrée dans la vie active pour les jeunes, jusqu'au départ en retraite pour les seniors.

FO revendique l'égalité professionnelle effective entre les femmes et les hommes (salaires, emplois et carrières). De même, FO revendique la mise en œuvre des moyens indispensables à l'accès et au maintien dans l'emploi aux personnes affectées d'un handicap.

FO revendique de mettre fin aux abus de contrats courts et très courts qui constituent la très grande majorité des embauches initiales.

FO revendique la revalorisation de tous les emplois confinés aux bas salaires, au temps partiel, aux contrats précaires, dont ceux dits essentiels ou de la « deuxième ligne ».

FO considère que tous les salariés doivent pouvoir augmenter leur niveau de qualification par la formation professionnelle continue et défend le droit individuel à une formation qualifiante, le rétablissement du CIF, les diplômes et titres professionnels reconnus dans les conventions collectives, les lycées professionnels et l'AFPA.

LIBÉRER LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES

FO réaffirme son attachement à la liberté de négociation au niveau national interprofessionnel mais également à la négociation collective de branche, seul niveau permettant de garantir un socle minimum de droits pour tous les salariés d'un même secteur d'activité et permettant de lutter contre le dumping social.

FO revendique l'abrogation des dispositions des ordonnances travail, le rétablissement de la hiérarchie des normes et des moyens effectifs de représentation des salariés dont les CHSCT, une représentation du personnel adaptée aux entreprises de moins de 11 salariés, la suppression du barème d'indemnisation des prud'hommes.

FO revendique de mettre fin aux processus de sous traitance en cascade et d'externalisation qui enferment les salariés dans des trappes à bas salaires tout au long de leur vie active, sans espoir d'en sortir !

POUR LE RETOUR À UNE ASSURANCE CHÔMAGE JUSTE ET SOLIDAIRE

FO demande l'abandon de la réforme de l'assurance chômage, privant de leurs droits légitimes les demandeurs d'emplois subissant la précarité et exonérant de s'attaquer efficacement aux abus de contrats courts.

FO revendique pour Pôle emploi des moyens humains et matériels nécessaires à un accompagnement de qualité des demandeurs d'emploi.

CONTRE TOUT RECUL DE L'ÂGE DE LA RETRAITE

FO réaffirme sa détermination à défendre un système de retraite par répartition solidaire et intergénérationnel et à conforter et améliorer les dispositions du système actuel et de ses régimes, afin de garantir un haut niveau de pensions à toutes et à tous.

FO a empêché la mise en place d'un régime universel par points dont le but était de réduire le niveau des pensions et de repousser l'âge de la retraite.

FO réaffirme solennellement qu'elle s'opposera à tout nouveau recul de l'âge de départ à la retraite, que ce soit par le biais d'un âge légal, un âge du taux plein, pivot ou d'équilibre ou par l'allongement de la durée d'activité.

POUR LE RÉTABLISSEMENT PLEIN ET ENTIER DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

FO réaffirme son attachement aux principes fondateurs de la Sécurité sociale qui reste l'une de nos plus grandes conquêtes sociales fondée sur la solidarité et la cotisation sociale. Pour FO les principes fondateurs de notre modèle social doivent demeurer l'égalité et la solidarité pour assurer l'universalité des bénéficiaires et garantir l'accessibilité aux soins de meilleure qualité.

FO s'oppose à une étatisation de la Sécurité sociale et à une approche financière renforcée conduisant à un système d'assistance publique à minima, à une désertification de la présence territoriale des organismes de Sécurité sociale, à la suppression massive d'effectifs et à la disparition de la Mutualité Sociale Agricole.

FO rappelle que la perte d'autonomie constitue un risque au même titre que n'importe quelle maladie. Aussi, FO considère que ce risque doit relever de la branche maladie de la sécurité sociale et s'oppose à la mise à l'écart des retraités et des personnes handicapées de l'assurance maladie, et, par conséquent, d'un des principes fondateurs de la sécurité sociale : la solidarité.

PAS DE RÉPUBLIQUE SANS SERVICES PUBLICS

La crise sanitaire a souligné à nouveau le rôle essentiel de la Fonction publique et des services publics, indispensables à la cohésion sociale et à la lutte contre les inégalités, et facteurs d'efficacité éco-nomique.

FO revendique pour les agents publics une fonction publique statutaire renforcée, capable de répondre aux besoins fondamentaux de la population. Elle exige l'arrêt des suppressions d'emplois, des fermetures de services et le recrutement de fonctionnaires titulaires par concours.

FO s'oppose à l'ouverture à la concurrence et à la privatisation des services publics (SNCF, EDF, RATP…), qui engendrent une dégradation de l'offre, des fermetures de sites, la perte de proximité pour la population, une dégradation des droits du travail et l'augmentation des tarifs.

POUR UNE FISCALITÉ JUSTE ET REDISTRIBUTIVE

FO revendique une profonde réforme fiscale pour redonner à l'impôt son caractère progressif et redistributif en réduisant la part des impôts sur la consommation et taxes, qui touchent tous les ménages sans distinction de leur niveau de revenus ou patrimoine.

FO affirme que la poursuite des politiques d'austérité budgétaires serait un non-sens et est déterminée à s'y opposer.

FO dénonce la faiblesse des dispositions de contrôle des marchés financiers et le maintien de dispositifs d'optimisation qui favorisent l'évitement fiscal. Les profits financiers, la spéculation demeurent à des niveaux records, sans compter les scandales financiers successifs. Cette évaporation des richesses se fait au détriment de l'accès à une protection sociale pour tous, de l'investissement dans les infrastructures et services publics.

INDUSTRIE, CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Face aux enjeux environnementaux et climatiques majeurs, FO appelle à une politique de recherche, de développement et d'investissements publics ambitieuse et massive afin de répondre aux défis des transitions. L'atténuation et l'adaptation au réchauffement climatique et la protection de l'environnement exigent une politique effective de justice sociale.

Pour FO, une activité économique, source de croissance et de progrès, et préservant l'environnement, doit s'appuyer sur une industrie forte et des services, développant des emplois de qualité.

FO soutient une réglementation contraignante des marchés financiers, le renforcement des administrations fiscales et du rôle des banques publiques et de l'épargne réglementée, afin de garantir un financement stable de l'investissement public comme privé.

POUR LA JUSTICE SOCIALE

FO affirme que le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi, ni du climat ! L'ennemi de l'emploi, l'ennemi du climat et de la justice sociale, ce sont les marchés financiers déconnectés de l'économie réelle, la spéculation financière, l'évasion fiscale et les dividendes versés sans vergogne, c'est la course à la compétitivité dans un contexte de mondialisation sans entrave aucune que ce soit sociale ou environnementale.

FO revendique une révision profonde des modalités de la construction européenne, qui rompe avec le primat de la concurrence, du libre marché, des politiques budgétaires d'austérité, et fasse de la paix, de la protection sociale et des droits des travailleurs fondés sur le respect des normes internationales du travail établies par l'Organisation Internationale du Travail, la priorité.

Plus nombreux, plus forts, libres et indépendants, pour la justice sociale !